

L'honorable ministre a-t-il récemment rencontré le premier ministre du Québec relativement au développement économique et social de l'Est du Québec? Dans l'affirmative, est-ce qu'une date a été fixée pour la signature de l'entente négociée à nouveau entre Ottawa et Québec?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré le premier ministre de la province, je lui ai parlé à plusieurs reprises et j'ai bon espoir que l'entente sera signée cette semaine.

* * *

LES PÊCHES

L'AIDE AUX CONSERVERIES D'ESPADON

[Traduction]

M. Elmer H. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Environnement. Peut-il nous dire si on envisage d'apporter une aide immédiate quelconque à l'industrie de l'espadon de la Nouvelle-Écosse?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Pas directement, monsieur l'Orateur. Toutefois, le gouvernement fédéral travaille en étroite collaboration avec le gouvernement provincial dans ce sens et d'autres pêcheries ont été explorées afin d'y trouver de l'emploi pour ces pêcheurs.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA PRÉSUMÉE INFILTRATION DU MONDE INTERLOPE DANS L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice relativement à la déclaration publique que faisait récemment le directeur de la Sûreté du Québec, M. Saint-Pierre, à l'effet que le monde interlope s'était introduit dans l'administration fédérale pour corrompre les hommes publics. Est-ce que le ministre a pris cette déclaration au sérieux, a-t-il l'intention d'instituer une enquête à ce sujet, ou rejette-t-il les «allégués» contenus dans cette déclaration?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Je ne suis pas responsable de la sécurité nationale, monsieur l'Orateur, et mon collègue, le solliciteur général, doit s'occuper de cette question.

M. Valade: Je vais poser la question au solliciteur général...

* * *

LA LOI SUR LA RÉFORME DU CAUTIONNEMENT

LA QUESTION DE LA MISE EN VIGUEUR

[Traduction]

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Étant donné que la loi sur la réforme du cautionnement a été adoptée en mars dernier, pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas proclamée? Est-ce du fait de pressions exercées par les chefs de police?

[M. Cyr.]

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Pas du tout, monsieur l'Orateur. Au cours de la conférence sur l'uniformité du Code criminel à laquelle ont participé mon sous-ministre et tous les autres sous-ministres de la Justice ainsi que les procureurs généraux des provinces il a été décidé que nous possédions les manuels d'instruction destinés aux chefs de police et aux juges provinciaux qui nous permettront, on l'espère, de proclamer cette loi le 1^{er} janvier prochain.

* * *

LES COMMUNICATIONS

L'AMÉNAGEMENT D'UN RÉSEAU TRANSCANADIEN D'ORDINATION

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Communications, et j'en profite pour le féliciter de sa récente nomination à ce poste de confiance. Comme le Conseil des sciences du Canada a recommandé la création d'un réseau téléphonique automatisé qui irait d'un océan à l'autre, que compte faire le gouvernement pour donner suite à cette recommandation, plus particulièrement pour faire contrepois à l'influence croissante d'une forte concurrence étrangère dans ce domaine important des communications?

L'hon. Robert Stanbury (ministre des Communications): Le député n'ignore pas, monsieur l'Orateur, qu'il existe une équipe spéciale sur les communications par ordinateur, et elle reçoit les recommandations du Conseil des sciences, ainsi que celles du monde universitaire, de l'industrie, et des consommateurs et autres. Elle prendra sans doute en considération les recommandations du Conseil des sciences.

L'hon. M. Dinsdale: Comme plusieurs gouvernements provinciaux prétendent avoir priorité dans cette sphère des communications, le ministre est-il en rapport avec ces gouvernements sur ce sujet important, et ces contacts se font-ils à l'échelon ministériel?

L'hon. M. Stanbury: Oui, monsieur l'Orateur, les entretiens n'ont cessé de se poursuivre avec les gouvernements provinciaux, mais il n'y a pas eu de querelle de juridiction dans ce domaine. Tout semble indiquer qu'on en viendra à une entente.

* * *

LA FISCALITÉ

LE PROJET DE SUPPRESSION DES DROITS DE SUCCESSION—LES PROVINCES ET LE REPORT DE L'APPLICATION

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Le ministre des Finances dirait-il à la Chambre ce qu'il a répondu aux trésoriers des provinces qui lui ont demandé de reporter à un an l'application des dispositions de réforme fiscale supprimant les droits de succession? Leur a-t-il donné une réponse et si oui quelle est-elle? En outre, d'autres modifications à ces propositions ont-elles été apportées par suite d'une décision à cet égard?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la question est encore à l'étude. Nous avons